

Recherches sociographiques



Roger BERNARD, *Le travail et l'espoir. Migrations, développement économique et mobilité sociale*

Marc Termote

Volume 35, numéro 1, 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056853ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056853ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Termote, M. (1994). Compte rendu de [Roger BERNARD, *Le travail et l'espoir. Migrations, développement économique et mobilité sociale*]. *Recherches sociographiques*, 35(1), 151–153. <https://doi.org/10.7202/056853ar>

fer publics canadiens. Il utilise un style vivant permettant de rejoindre le grand public pour décrire une entreprise ayant façonné l'histoire ferroviaire et le développement socio-économique du Canada.

Signalons que MacKay a cru bon de placer à la fin de son livre une bibliographie sur le sujet étudié. Toutefois, l'absence de notes de bas de pages constitue une des principales faiblesses méthodologiques de l'ouvrage. Cette carence ne permet pas au lecteur de retrouver l'origine de la source citée par l'historien et d'approfondir un thème particulier.

L'Histoire du CN constitue une contribution attendue dans un champ de recherche dominé par les «apologistes» du Canadien Pacifique. Ce livre plaira non seulement à la personne attirée par l'aventure ferroviaire, mais également au politologue intéressé par le fonctionnement du système politique canadien. Vu sous l'angle de l'épopée du rail, il offre une nouvelle perspective sur les relations entre les dirigeants politiques, économiques et la population.

Richard LECLERC

*Chercheur attaché au Centre Japon,
Université Laval.*

Roger BERNARD, *Le travail et l'espoir. Migrations, développement économique et mobilité sociale*, Hearst (Ontario), Éditions du Nordir, 1991, 396 p.

Ce n'est évidemment pas au titre, mais au sous-titre qu'il faut se référer pour avoir une idée du contenu de cet ouvrage. Plus précisément, celui-ci a pour objectif de dégager les causes socio-économiques et les conséquences sur la mobilité sociale de la migration québécoise vers la région de Hearst (nord-est de l'Ontario). Pour réaliser cet objectif, l'auteur propose une analyse sociologique du processus migratoire basée sur les données d'une enquête et de diverses entrevues. Il estime en effet —et on ne peut que lui donner raison— que pour rechercher les causes (et les conséquences) de la migration, il ne suffit pas d'énumérer «des facteurs explicatifs pondérés» (obtenus à partir d'une analyse de régression portant sur des données agrégées), mais qu'il faut «retourner à l'acteur», c'est-à-dire au migrant lui-même. Au-delà de la monographie de l'expérience migratoire d'une sous-population très limitée (par ses effectifs et par son contexte géographique), c'est donc à une véritable reconceptualisation du processus migratoire que nous convie l'auteur.

On ne pourra reprocher à ce dernier d'être avare de ses données et de ses sources. Près de la moitié de l'ouvrage est constitué d'annexes méthodologiques, bibliographiques et surtout statistiques. Si l'on doit lui être reconnaissant de nous livrer tous les détails sur l'échantillonnage, la collecte, le questionnaire, la codification, etc., si on peut le comprendre d'avoir négligé l'une ou l'autre référence bibliographique (DUCHAC, LANGLOIS), par contre on peut se demander si un peu plus de discrimination n'eût pas été de mise dans le choix et la construction des tableaux statistiques. Était-il vraiment nécessaire de consacrer un tableau

aux « années de migration de ceux qui voulaient cultiver dans la région de Hearst » (tableau B-13, p. 269), aux « années de migration » (de 1916 à 1954, par année...) et aux « lieux d'origine des migrants qui ont obtenu des renseignements sur la région de Hearst par les prêtres-colonisateurs » (tableaux B-14 et B-15 respectivement, p. 270 et 271), surtout lorsqu'on sait que l'échantillon porte ici sur 43 personnes... ?

Nous nous sommes permis de débiter notre compte rendu par cette discussion des annexes pour illustrer les dangers et les limites de toute étude migratoire basée sur des données d'enquête : cette dernière produit sans doute des informations sur un grand nombre de questions auxquelles ne peuvent répondre les données agrégées (de recensement, par exemple), mais la signification des réponses obtenues est souvent sujette à caution.

L'ouvrage comporte trois parties. La première s'ouvre par un bref chapitre théorique qui, quoique basé sur une bibliographie plutôt vieillie, permet à l'auteur de dégager les principaux facteurs explicatifs qui délimitent le phénomène migratoire. Suit un chapitre essentiellement empirique dans lequel, après un rapide aperçu historique, sont analysés les lieux d'origine, de naissance et de destination, ainsi que la période de migration et les raisons de la migration invoquées par les 362 migrants québécois demeurant dans la région de Hearst en 1984 et 1985, et qui sont considérés comme représentatifs de ceux qui ont emprunté le sentier de la migration entre le Québec et la même région.

La deuxième partie situe d'abord ce flux particulier dans l'ensemble de la problématique du Québec (chapitre 3) et des échanges de population entre ce dernier et l'Ontario (chapitre 4). Une partie substantielle de cette analyse est basée sur deux études déjà anciennes, celle de DESROSIERS, GREGORY et PICHÉ (datant de 1978) et celle de LACHAPPELLE et HENRIPIN (datant de 1980). Dans la mesure où l'objectif de l'auteur est de décrire le contexte social, économique et historique dans lequel se situe l'échantillon de migrants sujets de l'enquête, cette absence de mise à jour peut se justifier. Il importe cependant de ne pas oublier la forte variation temporelle du processus migratoire : depuis 1976, les relations migratoires entre le Québec et l'Ontario ont connu plusieurs renversements importants, de sorte qu'il serait périlleux d'utiliser les résultats obtenus à partir de l'analyse d'un groupe de migrants pour en dégager des perspectives quant à l'évolution future des flux. Après avoir situé le mouvement migratoire du Québec vers la région de Hearst dans l'ensemble du phénomène migratoire canadien, l'auteur conclut (chapitre 5) la deuxième partie de son ouvrage par une description du contexte socio-économique (développement des ressources forestières, minières et agricoles) dans lequel s'est manifesté ce mouvement.

La troisième partie, consacrée à la mobilité sociale et à l'intégration des migrants, est sans doute la plus originale, et aussi la plus intéressante. Le sixième chapitre traite essentiellement de la situation des immigrants québécois au moment de leur arrivée dans la région de Hearst (niveau de l'épargne — et non de « l'économie » ! — et niveau de scolarité des migrants), ainsi que de la situation occupationnelle de ces migrants et de leurs parents. Selon les résultats de l'enquête, « les faibles gains en ce qui concerne les changements occupationnels et le statut socio-économique démontrent que la migration est plus souvent associée à la continuité qu'à la mobilité (sociale) » (p. 217). Mais, comme le remarque l'auteur, si promotion sociale il y a, elle est sans doute intergénérationnelle, c'est-à-dire qu'elle bénéficie aux descendants des migrants. Malheureusement, les données de l'enquête « ne permettent pas (...) de mesurer les changements d'occupations et de statut socio-économique des enfants des migrants » (p. 218). Par contre, « si la migration n'a pas

provoqué de mobilité (occupationnelle et sociale), elle a peut-être empêché la régression» (p. 192).

Dans le septième et ultime chapitre de son ouvrage, l'auteur tente d'évaluer le degré d'intégration des migrants, en se basant sur divers indicateurs tels que les migrations des frères, sœurs et enfants des migrants, les conditions d'habitation, le niveau de satisfaction déclaré par le migrant et son intention d'effectuer une migration de retour. Il apparaît que les migrants sont pour la plupart satisfaits et que peu d'entre eux envisagent un retour.

Malgré leur intérêt, les résultats dégagés dans ces deux derniers chapitres doivent être considérés avec circonspection. Tout d'abord à cause du problème des petits effectifs auquel on se trouve rapidement confronté dès que plusieurs variables sont croisées (voir par exemple le tableau 6-17 de la page 183, où 12 des 18 cellules ont moins de 10 unités). Mais plus fondamentalement, à cause du biais introduit inévitablement dans l'analyse dans la mesure où, par définition, les personnes interrogées sont celles qui sont restées dans la région d'immigration. Celles qui n'étaient pas satisfaites de leur migration et qui sont parties (soit vers une nouvelle région, soit pour rentrer dans leur région d'origine), et qui ne se sont donc pas intégrées, ne sont pas prises en compte.

Si l'on peut regretter que l'auteur n'ait pas plus développé l'analyse critique des données qu'il a utilisées, il n'en reste pas moins que cet ouvrage, par l'intérêt des questions qu'il pose et par les pistes de recherche qu'il ouvre, doit être considéré comme une référence obligée pour tous ceux que tente une enquête migratoire au Canada.

Marc TERMOTE

INRS-Urbanisation.

Roger OUELLETTE, *Le Parti acadien. De la fondation à la disparition, 1972-1982*, Moncton, Chaire d'études acadiennes, 1992, 119 p.

Pendant près d'une décennie, de 1972 à 1982, l'Acadie eut son parti politique: le Parti acadien. Roger Ouellette tente dans ce petit livre publié par la Chaire d'études acadiennes d'en retracer l'itinéraire.

Ce parti politique, né autour d'un groupe de jeunes professeurs et animateurs sociaux du Nord-Est du Nouveau-Brunswick, se proposait de donner la priorité à la défense des intérêts socio-économiques de la communauté acadienne. Selon ses fondateurs, les partis traditionnels, majoritairement anglophones, avaient peu défendu les dossiers importants pour les communautés acadiennes du Nouveau-Brunswick. L'élite nationaliste acadienne, pour sa part, engagée dans une politique de « bon-ententisme » avec la communauté anglophone, et préoccupée essentiellement par la défense des droits religieux et linguistiques, aurait fermé les yeux sur la situation socio-économique dramatique que connaissaient les Acadiens et les Acadiennes. Le Parti acadien se proposait donc de donner une voie politique à l'Acadie sous-développée, autant contre l'incurie des gouvernements anglophones que celle du nationalisme traditionnel.